L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 9 FEVRIER 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISS.
No 81, rue de Chartres, et No. 13, rue du Camp

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 9 FEVRIER 1848.

CONVENTION WHIG.

La désignation d'une candidature officielle, pour le poste de Président, est la grande question à l'ordre du jour. Nous l'avons abordée hier et nous croyons devoir revenir sur nos pas pour prévenir les objections que cet acte est de nature à faire naître. Convient-il de désigner officiellement un candidat ? Une convention doit-elle se réunir dans ce but ? Ces deux questions pourraient être discutées s'il y avait lieu, mais nous croyons qu'il serait parfaitement oiseux de le faire dans les conjonctures actuelles.

Les whigs désirent se conformer à l'usage, accorder leurs suffrages à un candidat reconnu et accepté par le parti tout entier. Cette volonté de nos amis, ils l'ont exprimée par l'intermédiaire de leurs représentants au Congrès, et la méconnaître serait plus qu'une faute, ce serait une trahison peut-être. C'est la majorité qui gouverne : nous nous inclinerons toujours devant elle, quelles que soient d'ailleurs nos sympathies et nos préférences.

Nous répondrons maintenant en quelques mots aux objections qu'élèvent peut-être quelques amis de général Taylor. Ils diront probablement que si le vœu Robards ou Reardy devient la clameur d'une convention nationale, ce sera un bel et brave soldat de Monterey, parce qu'ils sont fatigués de l'administration présente, dont les fautes ont placé le pays dans une si triste situation, ils ne prononcent en faveur du général Taylor, parce qu'ils savent que c'est un homme honnête, qui place la vertu au dessus de l'intrigue et qui aurait maintenir l'administration dans les voies de la justice et de la probité. Taylor, ils le savent, ne transigerait jamais avec l'honneur national et mettrait tout en œuvre pour obliger à pousser le pays vers de pures et heureuses destinées. Nous le répétons, le vainqueur d'Amputa et de tant d'autres généraux mexicains n'abdiquera, dans le parti qui nous est opposé, d'autre appui que celui des hommes qui placeront leur conscience au dessus de leur intérêt et qui sont touchés des grandes vertus républicaines dont Taylor est doué à un si éminent degré. Eh bien ceux-là, quels qu'ils soient, n'hésiteront pas à accepter la candidature de Taylor, qu'elle soit ou non décrétée par une convention whig. Ils n'abdiqueront pas plus notre candidat qu'ils n'ont abandonné le général Harrison, lorsque celui-ci fut officiellement reconnu comme le candidat whig.

Mais admettons un instant que l'objection soit fondée. Combien de whigs voteront pour le général Taylor, candidat de la convention, qui lui refuseraient leur appui si sa candidature était indépendante. Il n'y a donc pas de comparaison à établir. Le général Taylor, candidat d'une convention whig, peut à la rigueur perdre quelques votes parmi nos adversaires, mais d'autre part combien de whigs lui ferait-il défaut s'il se portait candidat en dehors de l'action politique des partis. C'est tout naturel, et il n'y a là rien qui doive surprendre. Ce que nous avançons n'a pas besoin de preuves; c'est clair, c'est évident, c'est incontestable.

Dans les Etats où l'esclavage n'existe pas, l'immense majorité des whigs s'est déclarée prête à accepter le verdict de la convention. Ils voteront pour le candidat désigné, quel qu'il soit, leurs suffrages sont acquis à l'élu de la convention, qu'il se nomme Taylor, Clay, McLean ou Scott. Même dans les Etats où Taylor a de termes soutiens, beaucoup de whigs se prononcent en faveur d'une convention et n'hésiteront pas à voter pour le candidat de leur parti. Ils ont raison; du moment qu'une candidature whig est officiellement proclamée, il faut l'accepter à moins qu'on ne veuille se suicider et assurer le triomphe du parti contraire.

A dire vrai, les promesses de nos adversaires nous inspirent peu de confiance. Nous croyons peu à leur sincérité lorsqu'ils prometteut leur appui au général Taylor. La grande candeur des whigs leur a toujours nui. Les coalitions, on le sait, n'ont jamais cessé de nous porter malheur. En dehors de la Louisiane et de quelques Etats voisins, ils donneront nos adversaires, on trouverait difficilement des démocrates partisans de Taylor. Ne jouons donc pas un rôle de dupes, et travaillons de concert à faire triompher notre cause. L'organisation du parti démocratique est trop habilement conçue, elle repose sur des bases trop solides, pour que les amis de Taylor puissent espérer de l'ébranler en peu de temps. Il faudra des années et de nombreux sacrifices, les espoirs qu'on nourrira avec les hasards de la vie politique américaine, a difficilement dans l'armée, d'accomplissement. On ne doit pas s'étonner de l'importance que nous attribuons à cette question d'étiquette. La hiérarchie militaire est inflexible : les subordonnés doivent respect et obéissance à leurs chefs, et parmi ceux-ci les plus élevés institutionnent leurs inférieurs à leur responsable direction. C'est une nécessité de la discipline. Supposons donc, malgré les probabilités contraires qui ont eu lieu jusqu'à présent, que la résolution de M. Haliburton soit triomphante nous sympathiserons avec nos législateurs et applaudirons aussi enfin aux justes récompenses dues aux officiers de marine.

CONGRES.

SENAT. —31 Janvier. — A l'ouverture de la séance, M. Johnson, de la Louisiane, au nom du comité des réclamations de terre, présente un bill qui autorise le secrétaire du trésor à acheter un morceau de terre qui est en ce moment une propriété privée.—M. *Niles* introduit un bill à l'effet d'amender la loi de 1845 relativement au salaire des maîtres de poste.

Après quelques affaires qui n'offrent aucun caractère d'intérêt général, le sénat reprend la discussion du bill des dix régimens, et M. *Borns*, de la Louisiane, prend la parole en faveur de la mesure.

Le discours de M. Dowan n'offre rien de très saillant. Dès le début, il s'approche du président autant qu'il est permis à un sénateur de le faire, et reproche à ses adversaires le tort de se défier outre mesure de tout ce qui émane de M. Polk.—Etat'autres maximes, il affirme que lorsqu'on ne peut traiter, il faut prendre; et entr'autres faits nouveaux, il signale que nous manquons de territoires pour notre population et notre commerce. Comme on voit, M. Downs n'a pas changé sa manière de faire de la politique.

Notre sénateur se prononce contre les volontaires, et en faveur de soldats réguliers. Quant aux aqueuses, il est à peu près de l'avis de tout le monde, c'est qu'il est impossible de faire la guerre sans encourir des dépenses et imposer des taxes pour les payer.

La lettre du juge McLean a eu l'honneur d'attirer l'attention bienveillante de M. Downs; il la trouve digne et catégorique. Il considère, lui aussi, qu'il n'y aura pas de paix possible avant l'élection présidentielle; et alors, il demande s'il faut, d'ici là, dépenser inutilement le trésor du pays.

Mais si le juge McLean a eu le bonheur de lui plaire, il n'en est pas de même de l'illustre Gallatin. Ici, M. Downs retombe dans sa matière de dénigrer ce qu'il ne peut combattre. Il dédaigne de répondre aux arguments de M. Gallatin,—pourquoi ? Parce que M. Gallatin est un étranger, et qu'il a osé donner un conseil au gouvernement qui se fourvoyait dans une guerre inutile. Chacun comprendra que cette partie du discours de M. Downs est non seulement fort malheureuse, mais encore d'une mauvaise inconvenance. M. Albert Gallatin, quel que soit le lieu de sa naissance, est un républicain du temps des Adams et des Jefferson ; il compte aujourd'hui parmi les illustrations américaines; et M. Downs n'est rendu coupable d'un ridicule anachronisme en parlant avec tant de légèreté de son vénérable adversaire.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS. — On adopte une résolution qui fixe la clôture des débats sur le message du Président au lendemain à deux heures.

M. Vinton, du comité des voies et moyens, présente divers bills au sujet de fortifications pour l'année 1849.

Une résolution autorisant le sergent d'armes à employer un commis est d'abord perdue, puis reconsidérée, et enfin renvoyée ultérieurement.

On présente un grand nombre de résolutions qui sont déposées provisoirement sur le bureau, en vertu des règlemens.

M. Turner introduit une résolution conjointe déclarant qu'il convient d'annexer à l'Union le Nouveau-Mexique ainsi que la Haute et la Basse Californie.

On présente aussi une autre résolution invitant le président à communiquer au Congrès la correspondance des généraux Scott, Taylor et Worth, depuis le mois de décembre 1846, si cela est compatible avec l'intérêt public.

M. Gidding a présenté une résolution portant qu'une *enquête spéciale* de cinq membres sera nommé pour s'informer si le trafic des esclaves se fait dans le district de Columbia, et par quelle autorité, ainsi que pour signaler les modifications qu'il conviendrait de faire à la loi sur les esclaves.

M. Holmes, de la Caroline du Sud, propose de déposer la résolution sur le bureau. Cette motion est repoussée, et la prise en considération différée à la demande de M. Stephens.

On adopte une résolution enjoignant au président de communiquer la lettre du général Taylor, du 27 janvier 1847, en réponse à la lettre du secrétaire de la guerre, dont copie a été communiquée à la Chambre le 18 mars dernier.

M. Holmes, de la Caroline du Sud, introduit un bill pour créer la place de secrétaire d'Etat assistant et pour d'autres fins. Le deux fois est référé à un comité. Le même membre présente une résolution pour créer dans la marine le rang d'amiral.

M. Gingham introduit une résolution invitant le président à soumettre au Congrès le plan de campagne du général Scott; les accusations qui ont motivé la suspension de ce dernier, ainsi que toutes les communications que le commandant en chef a adressées au secrétaire de la guerre, depuis la prise de Vera-Cruz.

M. Boss introduit une résolution, que l'on adopte, relative aux effets de la loi de la soustrésorerie, et aux atteintes que l'on aurait pu y porter. Le même membre présente une résolution invitant le président à faire savoir en vertu de quelle autorité le secrétaire du trésor a établi un tarif de douane au Mexique et a affecté les revenus produits par ce tarif à l'entretien de l'armée.

M. Meade présente une résolution déclarant qu'il ne convient point d'annexer aux Etats-Unis tout le Mexique, mais que la ligne proposée par M. Trist est une indemnité suffisante.

Puis la séance est levée.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

Séance de Mardi, 8 février 1848.

La séance du matin a été entièrement consacrée à la lecture de plusieurs pétitions introduites par différents membres. Elles ont été référées à divers comités.

Plusieurs membres donnent ensuite avis qu'ils introduiront dans quelques jours des bills d'une nature locale.

Le comité spécial auquel avait été référé le bill introduit par M. Wilder, pour obliger la Banque de Commerce de cette ville à se conformer aux termes et conditions de sa charte, rapporte le dit bill avec quelques amendements. La Chambre ordonne l'impression de ce rapport.

M. Pilié, d'un comité spécial auquel avait été référée la résolution relative à l'extension du port de la Nlle-Orléans jusqu'à Lafayette, soumet un rapport contre le projet et recommande le rejet de la dite résolution. Ce rapport reste déposé sur le bureau sujet à l'appel, et l'impression en est ordonnée.

La Chambre se forme ensuite en comité général, M. Moise au fauteuil, pour prendre en considération les résolutions relatives à la guerre du Mexique. Les résolutions du Sénat et celles introduites par MM. Balliet, Duncan d'Orléans et Larue, sont successivement lues et donnent lieu à une assez vive discussion. MM. Larue, Gibson, Duncan d'Orléans, Duncan de Ste-Marie et plusieurs autres membres prennent successivement la parole sur cet important sujet. Par motion de M. Wilder, l'heure de l'ajournement étant arrivée, le comité général se dissout et rapporte que ce comité a fait quelques progrès sur ces différentes résolutions. Ce rapport est adopté, et la Chambre s'ajourne à demain. La discussion sera renouvelée aujourd'hui à midi.

SENAT.—M. May, selon avis préalable, introduit un bill pour empêcher les personnes blanches de jouer aux cartes avec les esclaves, les mulâtres et les nègres libres, sous peine d'être poursuivies criminellement. Ce bill ne subit qu'une seule lecture.

Le bill, introduit il y a quelque temps par le sénateur de Jefferson, M. Manuel Garcia, pour étendre le port de la ville de la Nlle-Orléans jusqu'à la limite supérieure de la ville de Lafayette, est pris en considération, et après discussion le bill subit une troisième lecture, et en finale ment adopté.

Le Sénat, après avoir accepté plusieurs bills d'une nature locale, siége à huis-clos et confirme plusieurs nominations, soumises par le gouverneur. Puis le Sénat s'ajourne.

GENERAL CASS.—Voici la manière dont s'exprime le *Columbia Telegraph*, journal neutre, à propos de la fameuse lettre du général Cass :—

" Ce n'est qu'une nouvelle tentative insidieuse pour consommer le vœu du Sud. La manière qu'il a imaginée à l'effet d'établir le principe de Proviso-Wilmot n'en est que plus insidieuse hypocrite dans le but qui de se *sacrifier* de nouveaux enchaînemens.

GENERAL SCOTT.—Les pensionnés invalides que du gouvernement commencent à porter leur fruit. Le retour prochain du général Scott a déjà mis en mouvement tous ceux qui croient que les brillans services militaires qu'il a rendus au pays méritaient notre chose que les titres aux pensions auxquelles il est aujourd'hui en lutte. Les journaux de New-York nous apprennent qu'un [illegible] vient de se former dans cette ville une [illegible] dans le but [illegible] correspondre avec le département de la guerre, le gouvernement de la [illegible] et [illegible] pour [illegible] [illegible] [illegible]